

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/161

24 mars 2000

(00-1232)

Comité des obstacles techniques au commerce

## NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>JAPON</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Ministère du commerce extérieur et de l'industrie <b>L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné:</b>
3.	<b>Notification au titre de l'article 2.9.2 [ ], 2.10.1 [ ], 5.6.2 [X], 5.7.1 [ ], autres:</b>
4.	<b>Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Appareils et matériels électriques (Chapitres 84 et 85 et autres parties du SH)
5.	<b>Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié:</b> Révision du Règlement d'application de la Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques
6.	<b>Teneur:</b> Conformément aux dispositions de la Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques, promulguée en août de l'an dernier (voir les documents G/TBT/Notif.99/116 et G/TBT/Notif.00/140) et en vigueur à compter d'avril 2001, seront énoncés: <ul style="list-style-type: none"><li>- les critères auxquels devront se conformer les demandeurs s'adressant à l'Organisme agréé d'évaluation de la conformité pour que l'évaluation de la conformité soit correctement effectuée;</li><li>- la procédure que devront suivre les demandeurs s'adressant à l'Organisme agréé d'évaluation de la conformité;</li><li>- les éléments devant figurer dans les règles de fonctionnement de l'Organisme agréé d'évaluation de la conformité, etc.</li></ul>
7.	<b>Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant:</b> En application de la Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques, des changements importants vont avoir lieu, notamment le passage d'un système de certification par des organismes gouvernementaux à un système d'autodéclaration/évaluation de la conformité par des organismes tiers, et à la participation d'entités du secteur privé lors de l'évaluation de la conformité par des organismes tiers. Il convient aussi d'assurer une application sans heurts de la loi.

<b>8.</b>	<b>Documents pertinents:</b>  Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques  Décret d'application de la Loi sur la sécurité des appareils et matériels électriques
<b>9.</b>	<b>Date projetée pour l'adoption:</b> Mars 2000 <b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> Avril 2001
<b>10.</b>	<b>Date limite pour la présentation des observations:</b> 28 mars 2000
<b>11.</b>	<b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> point national d'information [X] <b>ou adresse, courrier électronique et numéro de téléfax d'un autre organisme:</b>